

Introduction

Autor(en): **Heimberg, Charles**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **32 (2016)**

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-681741>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DOSSIER

CENT ANS APRÈS ZIMMERWALD ET KIENTAL

INTRODUCTION

CHARLES HEIMBERG

Ce dossier des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* paraît dans le contexte du centenaire des conférences socialistes et pacifistes de Zimmerwald et Kiental¹, tout comme le dossier de 2014 portait sur le thème du mouvement ouvrier face à la guerre un siècle tout juste après son irruption en août 1914. Il est issu, sans en constituer des actes proprement dits, d'une journée d'études co-organisée par l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AÉHMO) et l'Équipe de didactique de l'histoire et de la citoyenneté (ÉDHICE) de l'Université de Genève en décembre 2015.

Mais de quoi s'agit-il en réalité lorsqu'il est question d'un tel centenaire ? S'agit-il de commémorer ces deux conférences ? S'agit-il de s'en souvenir pour légitimer autant que possible des organisations et mouvements sociaux qui se considèrent à tort ou à raison comme héritiers de ces acteurs et actrices du passé ? S'agit-il de faire émerger un passé enfoui, oublié, alors qu'il pourrait éclairer notre présent à sa manière ? S'agit-il surtout de faire de l'histoire, et quelle histoire ?

Les commémorations ne sont pas une fin en soi. Elles ne représentent qu'un aspect parmi d'autres du travail de mémoire. Elles peuvent être parfaitement légitimes du point de vue des hommages qu'elles rendent et des groupes qui les portent. Elles le sont parfois beaucoup moins quand elles relèvent de manipulations du passé, quand elles se figent en se détachant de leur sens initial, ou quand elles sont sur-exposées dans l'espace public. Mais les commémorations, associées au travail de mémoire, permettent aussi de faire de l'histoire et de revisiter le passé avec de nouvelles questions issues du présent. Elles

¹ Voir à ce propos *Zimmerwald. L'internationalisme contre la Première Guerre mondiale*, textes présentés et annotés par Julien Chuzeville, préface de Jean-Numa Ducange, Paris, Éditions Demopolis, 2015.

prennent tout leur sens lorsqu'elles ne correspondent pas seulement à des initiatives officielles, d'États ou de collectivités territoriales, mais aussi et surtout à des demandes ou des motivations venues d'en bas, des milieux populaires, du monde culturel et associatif². Elles n'ont par ailleurs guère de sens si elles servent seulement à légitimer le présent ou à justifier les évolutions qui le séparent du passé qu'elles nous rappellent. Et, bien sûr, de ce point de vue, elles peuvent être instrumentalisées.

Les manifestations de la mémoire sont désormais devenues de véritables objets d'histoire qu'il s'agit dès lors d'interroger et d'analyser en tant que tels, et de cas en cas tant elles sont diverses. Les distinctions, relations et interactions entre l'histoire et les mémoires demeurent l'objet de vifs débats et découlent elles aussi de postures différentes parmi les historiens. Du point de vue de l'histoire des mondes et des mouvements ouvriers, comme d'ailleurs en ce qui concerne toutes les formes de subalternité, un premier enjeu mémoriel concerne la reconnaissance des faits traumatiques du passé, lointain comme très proche, et le dépassement de leur occultation éventuelle aussi bien pour donner accès à la possibilité d'une véritable histoire que pour encourager, le cas échéant, un dialogue entre des mémoires contrastées ou isolées.

Il s'agit aussi de faire valoir que la pratique de l'histoire n'est pas enfermée dans une tour d'ivoire et qu'elle ne peut pas faire l'économie d'une confrontation avec ses effets dans l'espace public. S'il est inévitable et s'il est attendu que les autorités politiques adoptent des politiques de mémoire déterminées, parfois discutables et parfois bienvenues, il importe, quelles qu'elles soient, qu'une pratique critique de l'histoire les interroge d'une manière scientifique. Cela dit, rien ne justifie de fustiger par principe les différentes expressions de la mémoire parce qu'elles viendraient prétendument contrecarrer le travail de l'histoire. Dans certaines situations, comme ce fut le cas par exemple en Suisse dans les années 1990, en amont de la crise dite des fonds en déshérence, des pressions mémorielles, qui peuvent être vives et même

² Stéfanie Prezioso souligne dans ce dossier le faible écho du centenaire de la Grande Guerre en Italie, aussi bien pour la commémoration que pour le débat historiographique. Il n'en va pas de même en France où Nicolas Offenstadt souligne « l'ampleur de la demande » et de « l'activisme mémoriel » : Thomas Grillot, « 1914-1918 : la mémoire ou l'oubli ? Entretien avec Nicolas Offenstadt », *La Vie des idées*, 11 novembre 2014, www.laviedesidees.fr/1914-1918-la-memoire-ou-l-oubli.html consulté le 16 avril 2016, comme toutes les autres références électroniques ci-dessous.

discutables à certains égards, n'en contribuent pas moins à favoriser ou à rendre plus visible la connaissance de l'histoire. Ainsi, dans bien des cas, l'histoire et les mémoires interagissent de manière à se compléter dans le sens d'un rapport au passé qui fasse sens pour le présent et l'avenir. Mais cela ne doit bien sûr pas effacer pour autant l'importance de soumettre de cas en cas ces expressions de la mémoire à une critique historique pour en tirer tout ce qui peut l'être sans se laisser abuser ou induire en erreur.

Par ailleurs, le travail autour de la mémoire, des mémoires, implique de se poser la question du sens de la remémoration du passé pour le présent. Pour ce faire, il devrait relever suffisamment d'un travail d'histoire pour ne pas tomber dans des visions téléologiques qui n'ont guère de chance de rendre le passé intelligible³. Prenons à ce propos l'exemple d'un texte qui a été diffusé dans la mouvance de l'Union syndicale suisse⁴ au moment de la commémoration suisse alémanique de Zimmerwald en septembre 2015 :

Robert Grimm contre Lénine. Un s'imposera, l'autre s'inclinera. L'Histoire avec un grand H se nourrit de ces événements, de la conférence qui s'est tenue dans le village bernois de Zimmerwald où des représentant(e)s de l'opposition socialiste de l'époque se réunirent secrètement pour s'opposer à la guerre et relancer la lutte des classes.

Comme on peut le constater, c'est avec un peu de gêne que ce communiqué syndical évoque la lutte des classes et les principes qui étaient défendus à l'époque :

L'ennemi – ainsi pensait-on communément alors – n'était pas le travailleur au-delà des frontières, mais le patron, tout proche, « en haut ». Mais lorsque la Première Guerre mondiale éclata, à l'été 1914, cette solidarité s'effondra.

Dans cet article, l'explication historique demeure pour le moins succincte. « La conférence de Zimmerwald est un événement important

³ Nous reprenons ici des éléments de Charles Heimberg, *La commémoration de Zimmerwald (1915) en Suisse alémanique*, publié en septembre 2015 par l'Observatoire du Centenaire, Université de Paris 1, disponible sur www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/habillage/pages/Collection_guerre_paix/Heimberg_-_Suisse.pdf

⁴ *Uss-Info*, 3 juillet 2015, « Un événement qui a pesé dans la scission de la gauche. Centenaire de la Conférence de Zimmerwald », par Ewald Ackermann, service de la communication de l'USS; ce texte est disponible ici : www.globallabour.info/fr/2015/07/post_8.html

en ce qui concerne la “diversification” du socialisme en, simplifions, trois blocs : réformiste, favorable à la lutte des classes et révolutionnaire.» En outre, il n’y a pas lieu de s’étonner

de voir que, pendant des décennies, «Zimmerwald» a été perçu par les citoyen(ne)s soviétiques conscients de leur histoire comme un moment qui a précédé la naissance d’une identité historique.

Enfin, «du point de vue des socialistes (suisses)», Zimmerwald «a été et est encore la preuve que l’Histoire peut aussi se faire dans notre pays». Aussi ce lieu de la mémoire ouvrière dans la campagne bernoise est-il «synonyme de lutte courageuse contre la guerre, pour la solidarité internationale du prolétariat et contre les visions étroitement nationalistes».

Ainsi, si la lutte de classes a certes bien été évoquée, sa raison d’être et ses contenus ne semblent plus être au centre des préoccupations. En revanche, c’est bien la question du pacifisme et de l’internationalisme qui devrait faire sens dans le présent autour de cette commémoration. Mais qu’en est-il de l’histoire de cette conférence de Zimmerwald et des enjeux qu’elle affronte réellement au moment même de son déroulement? Sont-ils vraiment pris en considération dans cette manière de commémorer? C’est là une question à se poser.

Un dossier d’histoire

Différents éléments sont évoqués selon plusieurs points de vue, et autour de quelques figures du mouvement pacifiste et internationaliste, dans le dossier sur le centenaire de Zimmerwald et Kiental que nous présentons ici.

Prolongeant ses réflexions antérieures sur les ambiguïtés de l’internationalisme au sein du mouvement socialiste d’avant 1914⁵, Jean-Numa Ducange replace la conférence de Zimmerwald dans son contexte temporel spécifique en nous alertant contre les tentations d’une perspective téléologique. Il s’interroge ainsi davantage sur ce dont Zimmerwald est l’héritage que sur ce que cette réunion annoncerait le cas échéant de l’histoire ultérieure du mouvement ouvrier international.

La contribution de Stéfanie Prezioso porte sur les spécificités du cas italien et nous rappelle ainsi indirectement que la conférence

⁵ Jean-Numa Ducange, «Comprendre le 1914 des sociaux-démocrates allemands et des socialistes français», *Cahiers d’histoire du mouvement ouvrier* 30, dossier «Face à la guerre», Lausanne, AÉHMO & Éditions d’en bas, 2014, pp. 15-26.

pacifiste aurait pu se dérouler dans ce pays entré en guerre quelques mois plus tard, en mai 1915. Il avait connu auparavant non seulement de fortes mobilisations antimilitaristes⁶, mais aussi l'agitation belliqueuse d'une minorité bourgeoise «interventionniste»⁷. La majorité du Parti socialiste italien s'était tout d'abord affirmée comme hostile à la guerre. Mais là aussi, partant de la grande ambiguïté du mot d'ordre «Ni adhérer, ni saboter» lancé dès l'engagement des troupes italiennes par Costantino Lazzari, qui fut l'un des participants à la conférence de Zimmerwald, les effets de la guerre sur les sentiments et les postures des protagonistes se révèlent complexes et, à bien des égards, contradictoires.

Les figures spécifiques du mouvement socialiste suisse dans le contexte de Zimmerwald sont ensuite évoquées par Adrian Zimmermann et Marc Perrenoud. Il est d'abord question de Robert Grimm, l'organisateur bernois de la réunion, et de la portée de son action. Zimmermann rappelle non seulement les circonstances qui ont mené la campagne de ce canton à accueillir une telle conférence, mais aussi les usages mémoriels qui en seront faits ultérieurement dans une perspective particulièrement conservatrice. Perrenoud se penche sur les parcours de Charles Naine et Paul Graber qu'il reconstruit avec précision pour ces années de l'entrée en guerre. Les deux Neuchâtelois sont les participants suisses romands de Zimmerwald (Naine) et Kiental (Naine et Graber). Quelles qu'en soient les limites, leur pacifisme et leur antimilitarisme affirmés rendent compte d'un sentiment qui était plus répandu qu'ailleurs dans leur région et au sein du Parti socialiste neuchâtelois.

Bien sûr, et c'est une contribution de Marianne Enckell qui nous le rappelle, tous les opposants à la guerre ne provenaient pas de la mouvance socialiste et ne se reconnaissaient pas forcément dans les horizons politiques des réunions de Zimmerwald et Kiental. Et il y eut en Suisse des déserteurs, des insoumis, des réfractaires, souvent peu connus. Certains, comme l'Alsacien Lallemand, ont été expulsés, remis dans ce cas aux autorités allemandes. Les critiques d'un Louis Bertoni adressées au caractère trop modéré à ses yeux de l'opposition socialiste à la guerre sont aussi l'occasion de rappeler que tous les anarchistes,

⁶ Voir à ce propos, sous la direction de Fulvio Cammarano, le très utile panorama critique proposé dans *Abbasso la guerra! Neutralisti in piazza alla vigilia della Prima guerra mondiale in Italia*, Florence, Le Monnier, 2015.

⁷ Favorable à l'intervention de l'Italie dans la guerre contre les Empires centraux.

et de loin, n'ont pas versé dans la posture «interventionniste» de quelques-uns d'entre eux. En outre, d'autres figures, évoquées par Michel Busch, ont aussi pratiqué l'objection de conscience pendant la Grande Guerre, comme l'instituteur John Baudraz ou le pasteur Jules Humbert-Droz avant qu'il ne devienne l'un des dirigeants de l'Internationale communiste.

Les deux dernières contributions interrogent l'histoire scolaire en relation avec les conférences de Zimmerwald et Kiental, et ce qu'il en est dit ou pas dans les classes. D'une manière générale, de part et d'autre de la Sarine, il est a priori tout à fait possible, mais il n'est pas obligatoire, de traiter cette thématique avec des élèves. En Suisse alémanique, précise Peter Gautschi, des manuels scolaires récents lui accordent une certaine place; et le récent plan d'études intercantonal suggère de l'évoquer par l'intermédiaire de la personnalité et du parcours de Robert Grimm. D'une manière plus générale, le moment Zimmerwald-Kiental mériterait de figurer parmi les apprentissages scolaires en histoire parce qu'il met en connexion une histoire locale avec celle plus générale du mouvement ouvrier international; et parce qu'il donne à voir une certaine prise d'initiative par des protagonistes du passé dans un contexte particulièrement difficile.

Ainsi, cent ans après les conférences de Zimmerwald et Kiental, alors que la terrible question des méfaits de la guerre et de ses effets à court, moyen et long terme, reste posée à l'échelle de la planète avec ses enjeux économiques, géostratégiques et sécuritaires, le pacifisme et l'antimilitarisme, en des termes qui sont certes bien différents, demeurent d'une certaine actualité. En effet, ni la question sociale, ni celle de la pacification des relations internationales n'ont été réglées depuis lors. L'une et l'autre demeurent au cœur des questions vives qui sont affrontées par les sociétés contemporaines. Dès lors, il n'est pas inintéressant de reprendre un extrait d'un compte rendu de Robert Grimm à propos de la conférence de Kiental, présentée comme la seconde de Zimmerwald⁸:

⁸ *Zimmerwald, op. cit.*, p. 103. Ce compte rendu de Robert Grimm a été d'abord publié dans la revue socialiste *Neues Leben* en mai 1916, puis dans une brochure clandestine publiée par le Comité pour la reprise des relations internationales (CRR) en août 1916, sous le titre «Seconde conférence socialiste internationale de Zimmerwald. Tenue à Kienthal (Suisse) du 24 au 30 avril 1916» (voir note 1, *ibid.* p. 95).

Une résolution, prise à l'unanimité, cherche à répondre brièvement à cette question.

Les buts de la guerre se dégagent des causes de la guerre. Ces buts sont subordonnés aux intérêts capitalistes ; en se réalisant ils ne peuvent supprimer les causes de guerre, ni par suite établir une paix durable. La paix durable ne peut non plus être atteinte tant qu'à côté des moyens qu'on préconise contre la guerre, subsistera le régime capitaliste. C'est pourquoi la résolution repousse les solutions proposées par les pacifistes bourgeois, parce que ces solutions sont purement illusoire, apportant la confusion au lieu de la clarté, et qu'elles détournent les ouvriers de la seule arme efficace pour la conquête de la paix, la lutte de classe.

La résolution est dirigée également contre l'illusion que le prolétariat, par les constructions de subtils projets, pourra en quoi que soit, influencer sur le contenu de la paix. Agir dans cette voie, ce serait, en fin de compte, laisser le soin de l'avenir à une poignée de sages omniscients et affirmer que le bonheur viendra en dormant aux déshérités.

Ces quelques lignes doivent être lues dans le contexte historique de leur production. Elles peuvent l'être aussi, mais il vaudrait mieux l'éviter, en fonction de ce que nous savons du parcours ultérieur de leur auteur, lequel incarne en quelque sorte le processus d'intégration de l'opposition socialiste et du mouvement ouvrier dans les rouages de l'État helvétique. En restant dans le contexte de 1915-1916, elles nous interrogent sur ce que vivait alors le monde du travail et sur l'évolution des organisations ouvrières en Suisse. Elles témoignent, quoi qu'il en soit, de la façon dont se sont posées, à un moment donné, ces deux questions relatives aux droits humains, droits sociaux et droit à vivre en paix, que nous devons toujours affronter collectivement dans le contexte le plus contemporain.

Or, justement, ces deux questions enchevêtrées dans leur traduction contemporaine concernent une actualité brûlante : celle de la destruction des droits sociaux sous l'effet de l'ultralibéralisme à l'échelle mondiale ; celle aussi, qui en est partiellement la conséquence, de la tentation souverainiste et du repli identitaire ; celle enfin du défi majeur qu'affrontent les mouvements sociaux d'aujourd'hui : renouveler et faire valoir un internationalisme pour le XXI^e siècle.